

Le RAPPORT VÉDRINE : un parfum de NAPHTALINE

Jean-Pierre Bensimon

Professeur de Sciences Sociales,
consultant en organisation,
chargé de l'implantation de
systèmes d'information dans
les administrations publiques,
président d'une association
dédiée à la défense contre
la désinformation.

Nicolas Sarkozy avait sans doute ses raisons pour demander à Hubert Védrine un rapport sur la France dans la mondialisation, plus précisément sur *le positionnement de la France et de l'Union européenne dans un monde globalisé*. Il s'exposait néanmoins à un certain nombre de risques : une dose de complaisance pour les politiques socialistes antérieures, des recommandations très éloignées des nouvelles orientations qui inspirent déjà les prises de position officielles du pays, et le retour dans le débat politique des vieilles obsessions du rapporteur. En recevant le 4 septembre dernier les feuillets de l'ancien bras droit de François Mitterrand, il ne pouvait pas être surpris. Le destin fixé au nouveau rapport est d'ailleurs modeste : il devra alimenter la réflexion des rédacteurs du futur *Livre Blanc de la Défense* conduits par François Fillon. Son auteur aura pu néanmoins donner à sa vision une très vaste audience, les médias ne manquant pas de lui multiplier les invitations.

Une approche idéologique des relations internationales

Même s'il s'efforce de bâtir un diagnostic réaliste et distancié, Hubert Védrine ne parvient jamais à dissimuler les répulsions intenses qui l'habitent, bouscu-

lant l'image maîtrisée qu'il entend donner de lui-même. C'est ainsi que notre rapporteur exprime en permanence une sainte aversion pour les Américains, et les Israéliens qui sont pour lui un de leurs appendices.

Bien qu'il maîtrise à merveille le politiquement correct et les subtilités du jésuitisme, ses affects mettent régulièrement sa cohérence à rude épreuve. S'il propose par exemple, et il a raison, « *de rechercher des alliés... d'abord en Europe puis ailleurs, pour constituer des majorités changeantes, domaine, par domaine* »¹, il ne peut pas se priver d'exécuter sans coup férir « *les conceptions de Rumsfeld selon lesquelles c'est "la mission qui détermine la coalition", au détriment des alliances permanentes...* » (p 38). Soit, exactement, ce qu'il propose lui-même. Quand il suppute sur les avantages qu'il y aurait à collaborer plus étroitement au sein de l'OTAN, il persifle : « *sur les États-Unis cela donnerait à la France une influence comparable à celle des autres alliés, c'est-à-dire quasi nulle* » (p 38). Philippique de tribune trotskiste ou de café du commerce, mais combien inattendue chez un homme dont l'art, la diplomatie, est de comprendre avec sang froid les ressorts intimes de ses interlocuteurs et d'infléchir vaille que vaille leur volonté. Avec la même aversion le rapporteur se gausse : « *les États-Unis veulent être assurés de plus de sécurité que tous les autres* » (p 41) Mais plus loin, s'agissant de la France, il fait sienne la priorité refusée aux Américains : « *une politique étrangère réaliste doit d'abord se préoccuper d'assurer à moyen et long terme notre sécurité géopolitique, stratégique, économique, écologique* » (p 51), et il ajoute de façon encore plus claire : « *Soyons francs, ce qui en forme le cœur [de notre politique], c'est notre sécurité* » (p 55). L'ancien ministre pousse encore plus loin l'exécration de tout ce qui nous lierait aux Américains quand il met en garde contre « *une nouvelle sainte alliance occidentale génétiquement programmée...* » (p 43) La génétique, rien que cela. Il ne semble pas que Ben Laden lui-même n'ait pas encore retourné cet argument contre les « *croisés* ». Et, – jésuitisme quand tu nous tiens –, cela ne lui interdira pas d'écrire quelques lignes plus loin : « *Naturellement la France est un pays occidental, allié des États-Unis...* » (p 44)

Avec Israël, l'aversion se mue en phobie. Il faut avoir entendu Hubert Védrine prononcer le mot « *Likoud* » qu'il expectore dans un spasme pour mesurer son émotion face à cette incarnation du Mal. Et combien le trouble est fondé ! Parlant de la politique arabe de la France, pour décourager toute velléité de mise en cause, il tonne : « *Que dire alors de la politique arabe de Georges W Bush, ou de celle du Likoud ?* » Par elle-même la formule est à ses yeux un argument écrasant, mais il ne précise pas vraiment le lien qui se noue dans son esprit entre la politique arabe nationale et le Likoud.

Les responsabilités de l'État hébreu sont incalculables. « *En réalité l'intervention américaine [en Irak] était vouée à l'échec du fait du sophisme qui voulait que le problème palestinien soit surfait...* » (p 42) Entendons qu'Israël, en ne résolvant pas le

problème palestinien, qui est la matrice de tous les autres, est aussi le responsable du chaos irakien. Mais Védérine ne nous dit pas avec quelle baguette magique Israël pourrait convaincre les Arabes, les Palestiniens et les Iraniens d'accepter son existence et de laisser émerger une alternative à la confrontation armée. L'ombre du mal en-soi qui participe à ses yeux de l'essence de l'État juif ne se limite pas sa contribution au chaos irakien. Elle s'étend au terrorisme international dans son ensemble : si l'administration Bush s'interdit selon Védérine toute analyse du terrorisme, c'est « *parce que l'analyser ce serait justifier l'injustifiable* » (p 54) et l'injustifiable – il faut traduire – c'est le traitement qu'inflige Israël aux Palestiniens. Pas d'analyse américaine du terrorisme donc, à cause d'Israël. D'ailleurs, « *on peut juger révoltante la situation faite au peuple palestinien – elle l'est –...* » (p 58) Le mot « révoltante » résume la fureur de l'ancien ministre, fureur que ni le drame du Darfour, ni le destin des Tibétains ou des Tchétchènes ne parviennent à provoquer, eux. Soyons bien clair : la révolte de l'ancien ministre ne découle pas du tort qu'occasionneraient aux Palestiniens les méthodes des milices islamistes qui les régendent, elle ne vient pas de leur instrumentalisation par la Syrie ou par l'Iran qui éternisent la guerre, ni du conditionnement islamiste de la jeunesse, etc. Non, c'est la conduite d'Israël qui le révolte. Et le procès se poursuit car après le chaos irakien, après la persistance du terrorisme international, c'est selon le rapporteur à la planète entière qu'il faut étendre la grille de lecture par la malédiction israélienne : « *rien n'envenime plus la relation Islam/Occident que le statu quo au Proche Orient...* » (p 58). Israël est la cause directe de cet empoisonnement généralisé parce qu'il impose le « statu quo ».

Élucider les racines intimes de la détestation d'Hubert Védérine pour la sphère anglo-saxonne et le sionisme n'est pas dans l'intention du présent texte. L'homme a sans doute d'excellentes raisons pour se situer sur ce registre de préjugés, similaires à ceux d'un vieux courant politique français dont la source vichyssoise est bien documentée. La question, ici, est de savoir si avec de la détestation, l'on peut encore faire de la bonne politique.

Hubert Védérine était censé fournir à son commanditaire un cadre de pensée et d'action pouvant servir au mieux les intérêts qu'il a en charge. Quand ce genre d'exercice rencontre une pensée pénétrante, il aboutit à la définition d'une doctrine, c'est-à-dire de principes politiques découlant d'une identification des facteurs de changement les plus essentiels de l'époque. A l'opposé, il y a l'idéologie, c'est-à-dire des diagnostics et une action assis sur des préjugés. Si la doctrine repose sur une analyse réfutable, il n'en est pas de même de l'idéologie qui utilise pleinement le levier des affects, abritée de la critique par des injonctions morales catégoriques. Sarkozy demandait une doctrine, il a reçu une pleine brassée d'idéologie.

La fragilité de l'analyse

Védrine ouvre sa réflexion par les résultats de sondages sur la mondialisation, dont il tire le constat d'une « méfiance française. » Il explique cette méfiance par une multitude de raisons qui vont de l'attachement à l'État protecteur, à l'intervention des média et à la non-compréhension de l'économie, surtout parmi les plus modestes. Il omet au passage de mentionner les campagnes idéologiques ininterrompues de son parti et de ses alliés d'extrême gauche contre l'argent, les patrons, les riches, les spéculateurs et la finance internationale qui ont contribué de façon décisive à mettre du brouillard dans la compréhension des enjeux. Il oublie aussi que les présidents et les gouvernements qu'il a servis au plus haut niveau, comme son propre ministère des affaires étrangères, finançaient les forums sociaux et les campagnes internationales altermondialistes dont l'unique objet était d'alimenter la double paranoïa altermondialiste et anti-américaine.

L'ancien ministre conclut son diagnostic par la nécessité d'un consensus intégrant une reconnaissance par les Français de « *l'économie globale de marché comme un fait* » contre l'assurance de politiques de solidarité y compris au niveau européen, et la préservation d'espaces de souveraineté. Il est cohérent : il donne une réponse à la « méfiance française », à ce qu'il a interprété comme une peur.

Le diagnostic est faux. Ce n'est pas de « méfiance » en général que souffrent les Français mais d'un sentiment de vulnérabilité, provoqué par ce qu'ils ressentent comme la faillite de leurs institutions publiques. Ce n'est pas de mieux comprendre l'économie qu'ils ont besoin, à la différence des élites d'extrême gauche et de leurs troupes, les gros bataillons du courant politique d'appartenance du rapporteur. C'est d'un État capable d'assurer les fonctions régaliennes. Ce qui veut dire une classe politique mue par autre chose que ses intérêts personnels ou ses combinaisons électorales, exempte de démagogie, de corruption et de népotisme, capable de prendre des décisions et de s'y tenir. Ce qui veut dire un État à même d'assurer la sécurité publique, de contenir l'immigration incontrôlée et le communautarisme, de prévenir la dégradation du système éducatif, de la Santé, de la Justice, et *in fine*, de préserver un niveau d'emploi suffisant. Le problème ne réside pas dans l'arriération des français mais dans l'image d'un leadership national défiguré par les présidences Mitterrand et Chirac. Mais, cela, l'homme du sérail qu'est Védrine ne pouvait ni le reconnaître, ni l'écrire.

En présentant sa proposition de stratégie offensive dans la mondialisation, Hubert Védrine réalise une performance rare : produire des analyses de moindre qualité, en recul, sur des questions déjà traitées par des rapports antérieurs, le rapport Camdessus par exemple. Il faut lui accorder à décharge qu'il a rédigé son mémoire dans la solitude et qu'il touchait à des domaines qui ne sont pas tout à fait de sa spécialité.

Quand il y revient, il peut faire des remarques de bon sens. C'est ainsi qu'il invite à ne plus penser le multilatéralisme comme une panacée qui dispense de se doter d'une politique d'État, et qu'il pointe justement le besoin d'une redéfinition de nos rapports avec les pays émergents.

Sur l'Europe, il a raison de caractériser de « *fuite en avant institutionnelle* » (34) ou de « *mirage constitutionnel qui l'ont absorbé pendant quinze ans* » (p 26) les épisodes des dernières années et de souligner qu'il y aura « *demain comme aujourd'hui, une politique étrangère française, britannique, et allemande, etc.* » (p 35) Mais il attend de l'Union européenne l'émergence d'une politique commune aux 27, notamment face à l'OMC, aux fonds souverains, en matière de politique industrielle, d'écologie, de défense, au point de revendiquer les notions de « *patriotisme européen* » et de « *souveraineté européenne* ». (p 27) C'est parfaitement contradictoire avec l'existence des politiques étrangères d'État qu'il exige par ailleurs, sauf à confiner ces politiques dans des domaines marginaux.

Surtout, vouloir « *faire de l'Union européenne le niveau d'action le plus efficace dans la mondialisation, le pôle de puissance régulateur par excellence* » (p 26) c'est ignorer les divergences d'intérêt au sein de l'Union européenne, entre les principaux pays moteurs. Tous les pays européens ont besoin d'énergie, mais comment mettre en œuvre la politique européenne commune de l'énergie quand l'Allemagne se dispose à sortir du nucléaire et que la France en fait un axe de son développement ? Comment promouvoir l'idée de champions industriels européens alors que l'on vient de s'étriper pour un EADS ingérable et en grande souffrance, tandis qu'un projet de champion nucléaire français pousse Siemens en dehors d'AREVA ? Védrine recommande de commencer « *par des propositions communes [franco-allemandes] pour une vraie régulation financière.* » (p 29) Mais comment concilier la revendication française essentielle d'une révision de la parité euro/dollar qui ruine son activité, alors que les taux actuels correspondent parfaitement aux intérêts de l'industrie allemande dont le positionnement est très différent de celui de l'industrie française ?

Par delà les données économiques, la question du destin de l'Union européenne méritait une analyse politique et historique, totalement absente. Cette analyse aurait pu expliquer pourquoi l'Union va être le lieu d'un affrontement majeur et de long terme entre la France et l'Allemagne, par delà les supputations divertissantes sur les incompatibilités d'humeur entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ou les familiarités peu appréciées du président français. Cette question sera développée ailleurs, mais l'auteur du rapport répond bien mal à la commande qui lui a été faite quand il fait une impasse totale sur la dynamique des conflits intra-européens à venir.

Il y a un autre sujet que l'ancien ministre décrète souverainement mineur

et réversible, c'est le terrorisme. Le sujet n'est pas traité en tant que tel dans le rapport. Il apparaît ci et là sur un mode allusif et le plus souvent polémique. Il raille la « guerre contre le terrorisme » et attribue la vraie responsabilité du phénomène à l'attitude des États-Unis : « *La question est de savoir si la politique américaine récente n'a pas accru ces risques [de terrorisme]* » (p 36) Ou alors c'est Israël qui « *envenime* » le plus « *la relation Islam/Occident* ». En tout cas la solution est simplissime : « *L'islam "normal" finira à la longue par les phagocyter* » si toutefois « *les Occidentaux ne les gênent pas trop par leurs erreurs* ». (p 54). Pourtant le commanditaire du rapport ne partage pas ce point de vue : dans la première phrase de son discours aux ambassadeurs du 27 août, Nicolas Sarkozy met le terrorisme en tête des menaces.² Et il lui donne le statut de « premier défi ».³ On observera que sous la plume du président ce n'est pas Israël mais Al Qaeda, ses semblables et leur volonté d'instaurer un califat qui sont en cause. Vision extrêmement curieuse à l'aune des grilles de lecture d'Hubert Védrine. En tout cas le terrorisme représente une impasse de plus dans ce rapport décidément singulier.

Le plaidoyer contre « l'option occidentaliste » de la France

Autant l'auteur a peiné pour rédiger sa dissertation sur la mondialisation, sujet qui au fond doit l'ennuyer, autant il va mettre toute son ardeur à conjurer la « *tentation occidentaliste* ». (p 35) Hubert Védrine est un authentique militant, un radical anti-atlantiste, malgré le « *lip service* » consenti à l'amitié et à l'alliance avec les États-Unis. Il va déployer tous les arguments de la raison et de la rhétorique pour convaincre l'opinion et les nouvelles équipes au pouvoir de ne pas revenir sur les orientations drastiques définies il y a plus de quatre décennies par le général de Gaulle. S'interrogeant sur les intentions de ceux qui veulent modifier le positionnement diplomatique de la France, il évoque « *le vrai fil conducteur de la politique étrangère de la V^e République – qui est précisément que la France doit avoir sa propre politique...* » (p 32) Il faut comprendre que les Républiques précédentes, dociles envers l'oncle Sam, n'en n'avaient pas. C'est absolument faux. On ne devrait pas avoir à rappeler au grand diplomate qu'au Vietnam et en Algérie, la IV^e République fit sa propre politique, pour le meilleur et pour le pire, sans un assentiment bien avéré des États-Unis. On ne devrait pas non plus évoquer l'expédition de Suez où l'affrontement des volontés entre les deux pays fut particulièrement rude. La France avait sa politique et nul ne la lui dictait. Par contre à partir de la V^e République, « *avoir sa propre politique* » devient une formule d'usage pour désigner une attitude d'affrontement de principe avec les États-Unis, sur tous les sujets imaginables, et de rapprochement avec tout ce qui pouvait permettre de leur tailler des croupières.⁴ Les bénéfices

court-termistes⁵ et illusoire de cette politique expliquent qu'elle ait été reconduite par quatre présidents de la République.

Pour démolir « la tentation occidentaliste », Hubert Védrine fait, à sa façon, un état de l'argumentation des défenseurs de cette thèse. Il évoque en s'en moquant, l'idée que « *menacés, les Occidentaux devraient se serrer les coudes* » (p 36), le « *postulat de 'valeurs communes' entre l'Europe et les États-Unis* » (p 36) et il examine plus sérieusement « *la tentation du retour à l'OTAN* » (p 37). Sur cette question d'importance nationale, la contre argumentation du rapporteur n'est pas sérieuse. Le point d'orgue, c'est qu'un tel mouvement « *déclencherait l'enthousiasme des média et des élus américains... [et de la]... satisfaction en Israël* » (p 39). Retour des obsessions de l'ancien ministre.

Si dès le début de son mandat Nicolas Sarkozy a tenu à modifier radicalement les relations de la France avec les États-Unis, c'est que pour toute une série de raisons la position gaulliste, aggravée par l'épisode fantasque des présidences Chirac, n'était plus tenable. La France est un pays de taille moyenne. Son importance relative en termes économiques et technologique décroît rapidement du fait de la poussée des pays émergents et des progrès beaucoup plus rapides de ses homologues occidentaux. Pour défendre ses intérêts, son économie, sa sécurité, ses approvisionnements, dans un univers dominé par des acteurs pachydermiques, émergents où non, la France est contrainte de participer à une coalition. Comme Hubert Védrine le souligne très justement (bien qu'il dise le contraire ici ou là en fonction de l'idée qu'il poursuit), l'Union européenne à 27 ne parviendra pas à définir et mettre en œuvre une politique de défense, une politique étrangère, etc. faute de volonté politique.

La politique française doit alors être définie et menée par la France, et se contenter d'exercer une influence maximale sur les décisions européennes.⁶ La France qui ne peut vraiment compter sur la synergie des pays européens, est mécaniquement incapable de construire seule les moyens de sa défense. Comment maîtriser la gamme des systèmes d'armes complexes en perpétuelle évolution, comment disposer d'une base d'information sérieuse sur les menaces en cours, comment concevoir une intervention d'une autre portée que sa présence au Liban ou en Côte d'Ivoire. La poussée iranienne actuelle en est une illustration. Hubert Védrine n'en dit pas un mot. La sécurité de nombreux approvisionnements stratégiques de la France, dont le pétrole, dépend du contrôle du programme nucléaire et balistique iranien et de l'arrêt de l'expansion régionale de l'ancienne Perse. Que peut lui opposer la France seule ? Les rotations un an sur deux de son unique porte-avion ? Comme il n'y a pas de volonté tangible de défense en Europe, de qui se rapprocher si ce n'est de la structure de l'OTAN, comme le font aujourd'hui avec beaucoup de diligence Nicolas Sarkozy

et François Morin ? Comment prétendre sérieusement imposer aux pays émergents qui développent des pratiques déloyales ou ne respectent pas les normes minimales du travail et de la protection sociale de modifier leur comportement, comment poursuivre sérieusement des objectifs écologiques planétaires, dans un contexte de confrontation persistante avec les États-Unis ?

Pourquoi Védrine déploie-t-il tant d'énergie pour conjurer cette réorientation de la politique étrangère ? Il dit se méfier d'une puissance qui connaît des accès d'aventurisme (l'Irak). Il avance que l'opinion nationale, au-delà de la gauche n'en comprendrait pas la nécessité, sans voir qu'un effort d'explication relève prioritairement de la fonction politique qu'il est censé exercer. Il évoque aussi 150 pays, pas des puissances, qui perdraient ainsi un point d'appui au sein de l'ONU, de l'OMC, « un avocat » auprès du FMI, de la Banque Mondiale ou du G8. Pour Védrine, le destin de la France, c'est d'être le point d'appui de 150 petits pays ou leur avocat, au détriment des bases de sa sécurité, qu'il place plus loin au cœur de « notre politique ». Et de se faire menaçant à l'endroit de Sarkozy qui se rapprocherait d'ores et déjà de l'OTAN : « *Qui en a débattu ? Qui en a décidé ? A l'origine, en 1948 la ratification du Traité instaurant l'Alliance atlantique avait fait l'objet de débats intenses au sein des parlements nationaux...* » (p 40)

Mais en se gaussant d'un Occident qui devrait « se serrer les coudes », en se moquant d'éventuelles « valeurs communes » à l'Europe et aux États-Unis, l'idéologue pousse encore plus loin l'irresponsabilité. Dans une conférence prononcée l'an dernier à l'université Humboldt, Hubert Védrine critiquait ces Occidentaux qui « voudraient croire qu'il n'y a plus sur notre planète qu'une seule civilisation... [et il pointait]...les conceptions restées évidemment divergentes voire contradictoires des Occidentaux, des Chinois, des Arabes, des Africains, des Russes, etc. sur la vie sociale, familiale, les rapports homme-femme, la place de la religion, la liberté d'expression, la peine de mort, les relations internationales, le rapport à la force etc. »⁷ Il semble qu'il ait perdu la mémoire de cette conférence. Il faudrait pourtant être aveugle pour ne pas voir que les « conceptions divergentes » sont exploitées aujourd'hui par un Islam politique virulent qui a déclenché une guerre sans front contre l'Occident « croisé » et que des populations musulmanes considérables et en forte croissance sont devenu un enjeu clé sur le sol européen, français en particulier. Comment protéger le mode vie occidental, son rapport à l'individu, à la liberté, à la femme, à la violence, au bien-être, au respect de la vie, sans l'affirmer face à d'autres façons de vivre la condition humaine, et en solidarité avec sa place-forte, les États-Unis ?

Avec la grande finesse qui le caractérise, Hubert Védrine avait avancé en 1998, à l'époque de Clinton et non de Bush, le concept parfaitement vide d'hy-

perpuissance, qui a une connotation outrageante en anglais, et qui lui permettait de mettre en accusation des États-Unis dont le poids accablerait le monde toujours davantage. Or, depuis des décennies, la capacité des États-Unis d'influer le monde, bien que considérable, était non pas croissante mais en régression. La tendance se poursuit sous nos yeux. Elle ne fait que rendre plus pertinente la solidarité de la civilisation occidentale, un mode de vie et des valeurs dont l'horizon se contracte désormais. C'est cette solidarité qui est la cible des sarcasmes d'Hubert Védrine. Elle révèle d'autres engagements longuement décrits par Samuel Huntington.⁸ Bien entendu, une attitude de solidarité basée sur une civilisation partagée ne signifie en rien un alignement politique ou une absence de conflit. Le suggérer comme Védrine à tout bout de champ relève de la logique du califat et non de celle de la démocratie. Se référer à l'appartenance civilisationnelle permet avant tout de distinguer l'essentiel de l'accessoire et de se situer plus sûrement dans l'échelle des défis de long terme, souvent masqués par le jeu des intérêts économiques et politiques.

Nicolas Sarkozy aurait proposé à Hubert Védrine le poste de ministre des affaires étrangères, au nom de 'l'ouverture'. Cette politique ne vise vraisemblablement pas seulement à affaiblir l'opposition. Elle est surtout fondée sur l'estimation que la France est en situation très délicate au plan intérieur et international. Stagnation économique, retard de l'investissement, carences de l'innovation, mais aussi une vision pessimiste de l'avenir et un manque de confiance dans la capacité du pays à se redresser et à faire face aux défis extérieurs. Les mandats de Mitterrand et Chirac auront été dévastateurs. Dans ce contexte Sarkozy a conscience que les réformes ne seront possibles que si leurs adversaires nombreux et organisés sont divisés. « L'ouverture » est une ébauche d'union nationale pour affronter ces problèmes difficiles. L'ancien ministre Védrine a été bien inspiré de refuser le poste de ministre des affaires étrangères car il aurait eu à appliquer une politique très éloignée des préconisations de son rapport. Mais ce rapport enseigne que les vieux routiers des cercles du pouvoir antérieur comme Hubert Védrine, qui ont participé au naufrage, restent fixés sur leurs vérités et leurs obsessions trempées dans la naphthaline. Il semble illusoire de pouvoir les recycler et d'en espérer des résultats quelconques.

notes

1. *Rapport pour le Président de la République sur la France et la mondialisation*, Hubert Védrine 4 septembre 2007 voir p. 24. Les numéros de page qui suivent renvoient directement au rapport.
2. *Le débat international n'est pas abstrait. Le débat international n'est pas lointain : les menaces d'aujourd'hui – le terrorisme, la prolifération, la criminalité – ignorent les frontières...* Allocution de M. Nicolas SARKOZY, Président de la République, à l'occasion de la conférence des Ambassadeurs http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais/interventions/2007/aout/allocution_a_l_occasion_de_la_conference_des_ambassadeurs.79272.html
3. *Premier défi, sans doute l'un des plus importants : comment prévenir une confrontation entre l'Islam et l'Occident. Ce n'est pas la peine d'employer la langue de bois : cette confrontation est voulue par les groupes extrémistes tels qu'Al Qaeda qui rêvent d'instaurer, de l'Indonésie au Nigéria, un khalifat rejetant toute ouverture, toute modernité, toute idée même de diversité...* ibid.
4. Quand De Gaulle se solidarisa avec John Kennedy lors de la crise des fusées soviétiques déployées à Cuba, en 1962, on souligna cette prise de position comme originale et exceptionnelle. Elle servit ensuite à exonérer les autorités françaises de l'accusation d'antiaméricanisme systématique.
5. Hubert Védrine utilise cette expression à plusieurs reprises. Ici, on fait référence à l'assurance des approvisionnements pétroliers consentis par les pays arabes lors des deux grands chocs pétroliers. Ils devaient demander pour cela des contreparties cruelles, bien décrites par Bat Yé'or dans son ouvrage « *Eurabia : L'axe euro-arabe* » 2006 chez Jean-Cyrille Godefroy.
6. *Pas d'échappatoire possible. Nous allons devoir continuer à penser et à repenser notre politique étrangère, pour nous-mêmes, et aussi pour peser de tout notre poids dans l'élaboration de la partie européenne commune des politiques étrangères des Vingt Sept...* Rapport pour le Président de la République sur la France et la mondialisation p. 35.
7. *L'Europe face au risque de conflit des civilisations* Conférence d'Hubert Védrine à l'université Humboldt le jeudi 11 mai 2006 http://www.hubertvedrine.net/index.php?id_article=184.
8. Voir Samuel Huntington *Le choc des civilisations* et *Qui sommes-nous ?* sur les élites qui refusent leur propre civilisation. Voir aussi Jean Pierre Bensimon, « *Pays déchiré* », « *pays divisé* » : *penser le moment présent* Revue Controverses n °5.